

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 01/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SARPI MINERAL FRANCE**

**ECOPOLE DES GRANDS MOULINS  
21270 Drambon**

Références : 2025-492  
Code AIOT : 0005402210

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005402210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SARPI Mineral France exploite sur le site de Drambon-Pontailier plusieurs installations classées dont en particulier une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD), une unité de stabilisation de déchets dangereux, une plate-forme "terres et mâchefers" et une unité de traitement des lixiviats.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.4	Sans objet
2	Dispositions liées à la réception et l'admission d'un déchet	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.5.1	Sans objet
3	Installation de stockage de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.5.2	Sans objet
4	Installation de stockage de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.5.3	Sans objet
5	Installation de stockage de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour but de contrôler l'acceptation des déchets dangereux. L'inspection a regardé l'ensemble de la procédure, de l'admission administrative du déchet jusqu'à son stockage ou son refus.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Laboratoire d'analyses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un laboratoire est installé à l'entrée de l'installation de stockage afin de réaliser les analyses de caractérisation nécessaires à l'identification des déchets dangereux et les différentes analyses en matière d'eau et de déchets exigées au titre du présent arrêté. Si besoin, ces analyses peuvent être sous-traitées à un laboratoire externe.  Ce laboratoire est également utilisé pour les besoins des autres activités exercées. Il est placé sous la direction d'un chimiste nommé désigné par l'exploitant, compétent en matière d'analyse de déchets dangereux.

<p>Ce laboratoire est doté des appareils nécessaires pour pouvoir analyser les paramètres de caractérisation et de surveillance définis par le présent arrêté selon les méthodes normalisées et avec une sensibilité compatible avec les niveaux à mesurer. Il aura mis en place un système d'assurance de la qualité approprié, audité périodiquement. L'exploitant peut également faire appel à un laboratoire extérieur au site si besoin (analyses de paramètres spécifiques, analyse comparative, etc). [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un nouveau responsable de laboratoire a été recruté en septembre 2024 pour qu'un tuilage soit effectif avec l'ancienne responsable de laboratoire partant à la retraite en janvier 2026. Le curriculum vitae a été présenté à l'inspection qui a pu vérifier les compétences du responsable en matière de chimie (ingénieur chimiste diplômé ayant exercé plusieurs fonctions dans le domaine de l'analyse, développement et recherche et à des postes de responsabilité dans le secteur de la chimie).</p> <p>Ce laboratoire est doté des appareils nécessaires pour pouvoir analyser les paramètres de caractérisation et de surveillance définis par le présent arrêté. L'exploitant a présenté l'audit des 25 et 26 juillet 2023 sur la « qualité et métrologie » des appareils du laboratoire (procédure PRO Traitement Stockage - V4 du 11/06/2014).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Dispositions liées à la réception et l'admission d'un déchet**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable d'un déchet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La procédure d'acceptation en ISDD comprend trois niveaux de vérification : la caractérisation de base, la vérification de la conformité, la vérification sur place.</p> <p>Le producteur ou détenteur du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie au point 1.1 de l'annexe IV du présent arrêté.</p> <p>Le producteur ou détenteur du déchet doit ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, faire procéder à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au minimum une fois par an. Elle est définie au point 1.2 de l'annexe IV du présent arrêté.</p> <p>Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure GEN.PRC.016 (version 2 du 13/07/2022) « Acceptation préalable, renouvellement et admission ». Cette procédure décrit l'ensemble des</p>

<p>étapes depuis le contact commercial jusqu'à l'édition du Certificat d'Acceptation Préalable (CAP), puis les étapes jusqu'à la sortie du camion.</p> <p>L'inspection a demandé la liste des camions devant se présenter sur site le jour de l'inspection et a procédé, par sondage, à l'analyse de l'acceptation d'un camion de déchets arrivé dans la matinée.</p> <p>CAP : 557667 : 111_DRA/2025/REN - type de déchet BHM (boue hydroxyde). Le CAP présente les résultats d'analyse selon les normes définies avec les résultats obtenus ainsi que les valeurs des seuils d'acceptation de l'ISDD. Ce certificat rédigé le 11/03/2025 et vérifié le 12/03/2025 est valable du 12/03/2025 au 11/03/2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Installation de stockage de déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle d'admission d'un déchet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute arrivée de déchets sur le site fait l'objet:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des vérifications prévues au point 1.3 de l'annexe IV du présent arrêté qui doivent pouvoir être aisément réalisées. Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications. ;</li> <li>d'un contrôle de la qualité du conditionnement. [...]</li> </ul> <p>Lorsque le déchet est définitivement accepté sur le site de stockage, un accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet.</p> <p>En cas de non-présentation de l'exemplaire original d'un des documents de suivi ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus de chargement au préfet du département, au préfet du département du producteur du déchet, au producteur, ou détenteur, du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a ensuite regardé le Bordereau de Suivi de Déchet du camion de déchet relevé au point de contrôle précédent : BSD n° 20251104-DW7HRC07M correspondant à cette livraison et où figure le n°CAP. Ce déchet a été accepté pour un mode de traitement par élimination - D5.</p> <p>Le jour de l'inspection, un chargement a été refusé (BSD n°20251110-1W5V3CENR). L'inspection a pu vérifier que le mail mentionnant le refus du déchet était bien parvenu à l'Unité Départementale. Motif du refus « déchet non conforme au CAP ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Installation de stockage de déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'échantillonnage
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection la procédure d'échantillonnage des déchets entrants.
<b>Constats :</b>  La procédure d'analyse - GEN.PRC.016 v2 du 13/7/2022 a été présentée à l'inspection. Elle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. L'inspection a pu se rendre dans le laboratoire d'analyse du site et observer les différentes étapes prévues dans la procédure. Pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Installation de stockage de déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mémorisation du stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les déchets à stabiliser et amiantés, l'exploitant tient un registre spécifique qui précise: <ul style="list-style-type: none"> <li>• la position des différents plots et leur date de réalisation ;</li> <li>• pour un chargement donné de déchets amiantés, le lieu précis du stockage (au sein du(es) plot(s) de déchets stabilisés) et les informations nécessaires (n° de livraison ou du CAP) permettant d'identifier les numéros des scellés ;</li> <li>• les types et origines des déchets pour chaque plot ;</li> <li>• la dimension des plots journaliers ;</li> <li>• les plots éventuellement repris pour non-conformité.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Les déchets sont stockés par zone dont les coordonnées altimétriques et planimétriques sont répertoriées dans un tableur. Ce tableur est transmis à un géomètre qui édite un plan mensuel par couche. L'inspection a pu consulter le plan de traçabilité des déchets stabilisés (alvéole K1) pour les déchets stockés en mars 2024 (couche 12). La « parcelle » n°6 correspond au stockage du 11 mars 2024. L'exploitant est en capacité d'extraire l'ensemble de l'exploitation du jour indiqué sur le plan pour en connaître la nature (producteur, nature et quantité du déchet...). Le plan de traçabilité des déchets stabilisés (alvéole K1) pour les déchets stockés en juin 2025 (couche 10) a également été présenté et n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite